



8 MARS MARCHONS SUR LE PATRIARCAT

SI ON S'ARRÊTE, TOUT S'ARRÊTE

Si nous marchons dans la rue, c'est pour défendre le droit de toutes les personnes minorisées, discriminées ou marginalisées en raison de leur genre et/ou leur orientation sexuelle : les femmes, les gouines, les bis et les pédés, les trans, les intersexes, les personnes non binaires, les putes. Mais nous sommes aussi précaires, enfants, vieilles et vieux, gros-ses, juifves, séropo, malades, handis, musulman-es, voilées ou non, racisées, etc, etc. Toutes ces identités, qui s'entrecroisent souvent, nous valent d'être atteint-es dans nos droits et notre dignité : ça suffit !

Nous sommes 8 collectifs à s'être rassemblés car nous portons des valeurs communes et luttons pour toutes les victimes du patriarcat, femmes et/ou personnes LGBTQIA+. Pour lutter contre la perpétuation des discriminations, nous affirmons le droit de chacun-e à s'autodéterminer : notre genre n'est pas défini par nos organes.

Nous défendons l'égalité des droits pour toutes partout, tout le temps, au travail, dans l'espace public, face aux institutions, dans la vie ou à la maison. On nous dit "minorités" mais nous sommes le tissu même de cette société : nous travaillons, aidons, élevons, nettoions, cuisinons, organisons, soignons, étudions, créons, grandissons, aimons, respirons, existons : si on s'arrête, tout s'arrête. Alors soyons unie-s, solidaires, vénères et déterminé-es pour revendiquer ensemble nos droits. Nous militons pour une grève féministe et intersectionnelle, conscient-es que le travail ne se limite pas à la sphère salariée. Le travail domestique, reproductif, non déclaré ou étudiant doit être reconnu comme tel, et notre productivité sociale ou économique ne fait pas notre valeur en tant qu'individus.

Ces revendications s'ancrent dans l'histoire du 8 mars, date née des mouvements ouvriers et révolutionnaires du début du XX^e siècle. Les militantes féministes, socialistes et communistes qui ont mis en place cette journée internationale affirmaient la nécessité de lutter et contre le capitalisme et pour les droits des femmes. Elles s'opposaient aussi aux féministes bourgeoises qui prenaient uniquement en compte les intérêts des femmes de leur classe sociale, au détriment de toutes les autres. S'il est important de rappeler cet héritage, nous affirmons que l'appellation "Journée internationale des droits des femmes" est aujourd'hui insuffisante : toutes les personnes minorisées en raison de leur genre et ou de leur orientation sexuelle sont concernées par ces revendications.

Si on s'arrête, tout s'arrête.

Nous luttons contre une réforme des retraites profondément sexiste. Contre ce gouvernement qui va encore plus précariser tous les personnes qui devront cumuler

l'impact de cette réforme avec la charge du travail domestique. Nous dénonçons l'absence de prise en compte de la pénibilité de nombreux métiers largement occupés par des femmes et/ou des personnes racisées, comme les aides soignante·s ou les caissier·es.

43 ans de carrière pour espérer un taux plein ! C'est inadmissible. Nous serons les premiers et premières pénalisé·es, nous qui subissons déjà le sexisme en milieu professionnel et les inégalités salariales.

Qui dit salaires plus bas dit pensions plus basses. Nous soutenons aussi toutes celles que ce système injuste oublie : les personnes sans-papiers, les travailleur·euses du sexe, les travailleur·euses non déclaré·es, les chômeur·euses, les étudiantes et étudiants, les personnes inactives, les parent·es au foyer...

Enfin, pour les personnes handicapées, la retraite rime avec une précarité encore plus forte alors que les allocations sont déjà insuffisantes. Il n'y a aucune prise en compte des personnes qui n'ont pas fait de carrière complète ou pas travaillé de leur vie à cause du handicap, de la maladie et la discrimination. Nous vivons déjà en-dessous du seuil de pauvreté toute notre vie, et alors que nos charges quotidiennes s'alourdissent avec l'âge, nos allocations sont baissées à l'âge de la retraite. Nous appelons à lutter ensemble non seulement contre cette réforme injuste, mais aussi pour une meilleure vie pour toutes. Créons des cortèges féministes dans toutes les manifestations contre la réforme de Macron et de son gouvernement !

Soyons nombreux et nombreuses, si on s'arrête tout s'arrête !

Plusieurs de nos collectifs sont membres de la coordination féministe qui œuvre à l'échelle nationale à créer un mouvement féministe autonome et promeut notamment la grève féministe.

La grève féministe, pourquoi ? Nous travaillons dans des secteurs peu reconnus et peu rémunérés. Par choix ou par obligation nous sommes nombreux·ses dans nos milieux à ne pas rentrer dans un modèle classique du travail. Parce que le travail exclut et discrimine encore et toujours les personnes LGBTQIA+ et/ou les femmes, parce nous ne voulons pas perdre notre vie à la gagner, parce que nous revendiquons le droit à la paresse.

La grève féministe, c'est l'arrêt du travail sous toutes ses formes : à l'école, au travail et dans nos sphères domestiques. La société tient grâce au travail invisible que l'on produit. Car notre vie est déjà une lutte à plein temps, nous disons STOP. Nous encourageons toutes les initiatives qui permettront à un maximum de personnes de combattre pour leurs droits : système de garde partagée pour les personnes ayant des enfants à charge, lancement de caisse de grève ou encore assemblées générales en mixité choisie.

Pologne, Suisse, les exemples de grève féministes sont nombreux et nous pouvons nous en inspirer ! En Islande, le 24 Octobre 1975, 90% des femmes se mettent en grève et manifestent. Écoles fermées, vols annulés par manque d'hôtesse de l'air, par cette grève

les manifestantes ont réussi à quasiment bloquer le pays. L'année suivante une loi garantissant l'égalité des salaires hommes-femmes fut adoptée.

La lutte paie, si on s'arrête tout s'arrête !

Nous sommes inquiètes et inquiets pour les travailleurs et travailleuses du sexe. Nous apprenions en effet en décembre dernier que le groupe d'études parlementaire de l'Assemblée Nationale sur la prostitution est présidé par le Rassemblement National. Le RN n'a jamais exprimé de positions claires concernant le travail du sexe. Pour autant, leurs positions concernant les personnes étrangères sont connues : suppression de l'aide médicale à l'État (AME), restriction des aides sociales aux seul·es Françaises et Français, ou encore expulsion simplifiée du territoire. Nous craignons qu'ils ne s'emparent de ce groupe d'étude pour répandre leur idéologie xénophobe et meurtrière. Rappelons que d'après l'association Paloma, une grande partie des travailleur·euses du sexe qui travaillent dans la rue ont un parcours migratoire. Il est certain que le RN ne sera pas un allié pour abroger la loi de 2016 qui criminalise des relations sexuelles volontaires et consensuelles entre adultes.

Nous refusons le terme de "prostitution" qui porte une connotation morale et criminelle auquel nous préférons le terme de travail du sexe. Enfin, nous refusons toute approche victimisante des travailleurs et travailleuses du sexe et sommes pour une approche globale qui œuvre pour l'accès aux droits et à la santé pour toustes.

Bien entendu, nos revendications rejoignent très largement celles des personnes précaires quand on sait que la majorité des personnes trans, non-binaire ou intersexe sont elleux-même précaires et exclu.es du travail.

Depuis plus de deux ans, nous constatons une montée d'un discours anti-trans qui s'accompagne d'un accroissement des violences à notre rencontre. Aux Etats-Unis, plusieurs états sont entrain de mettre en place des législations pour supprimer les parcours de transition médicaux, interdire aux personnes trans d'accéder à des postes d'enseignant.es. L'extrême droite qui fustige l'importation des "théories de genre des campus américains" est la première à amener cette idéologie profondément réactionnaire en France. Le mouvement des femellistes en est un parfait exemple. Nous constatons que ces militant.es transphobes trouvent oreille attentive auprès du RN ou encore de Renaissance.

Nous, personnes trans, non-binaires, intersexes et TDS, nous exigeons le droit à disposer de nos corps et la simplification des parcours administratifs trans.

Nous avons besoin plus que jamais d'être soutenu.es par les organisations féministes, de gauche, syndicales.

Nos revendications ne se limitent pas au monde du travail, il y a urgence à agir dans tous les domaines. C'est ce que répète le rapport 2023 du Haut Conseil à l'Égalité sur l'état des lieux du sexisme en France. Entre 2019 et 2022, il constate le creusement des inégalités professionnelles, l'augmentation de la plupart des formes de violences

sexuelles, et la persistance des stéréotypes sexistes, notamment chez les jeunes. Le rapport demande donc davantage de prévention, et insiste sur l'urgence de faire appliquer des mesures que la loi prévoit pourtant déjà depuis 2003 ! Les élèves devraient recevoir 3 séances d'éducation à la sexualité par an. Pourtant, les chiffres montrent qu'à peine un quart des lycéen·nes et collégien·nes ont eu accès à cette formation en 2020-2021. Cette inaction a des effets très concrets et dramatiques. Tous les ans, des élèves et étudiant·es queers meurent du harcèlement scolaire lié à leur orientation ou identité de genre.

Il faut former les professionnel·les de l'éducation et renforcer les moyens des associations qui interviennent dans les établissements ! Or l'enseignement public subit depuis des années une dégradation catastrophique des conditions d'enseignement et d'accueil des élèves. Nous voulons une école au service de l'égalité et de l'émancipation de toutes, engagée dans la lutte contre toutes les formes de discrimination, et pour ça, nous demandons du temps et de l'argent !

Le rapport du HCE note aussi la progression inquiétante des idées masculinistes dans la société :

- 16 % des hommes pensent qu'une femme agressée sexuellement peut en partie être responsable de sa situation
- 23 % des hommes considèrent qu'on en fait trop sur les agressions sexuelles
- 33 % des hommes pensent que le féminisme menace la place des hommes dans la société

Le patriarcat infiltre tous les pans de nos vies et nous oblige à être sans cesse en lutte. L'affaire Bastien Vivès en est une illustration criante. En 2023, il semble encore normal pour certains de mettre à l'honneur un auteur dont l'œuvre, misogyne et à caractère pédopornographique, s'inscrit dans la culture du viol et de l'inceste : c'est inacceptable ! Nous dénonçons cette culture qui façonne un environnement social et médiatique dans lequel les violences sexuelles sont excusées, banalisées, encouragées, sous couvert d'humour ou de subversion. Une riposte féministe a permis d'annuler cette exposition au festival d'Angoulême, mais s'en est suivi une tribune dans le Monde dénonçant un pseudo bâillement des artistes. Il est malheureux de devoir le rappeler : l'apologie du viol et des violences pédo-criminelles ne relève pas de la liberté d'expression !

Nous demandons une prise de conscience des personnes alliées immédiate et effective. En cas de problème, nous devrions être soutenu·es et non pointé·es du doigt. Nous ne voulons plus que nos pères, nos frères et nos copains protègent leurs potes agresseurs et nient leurs responsabilités. La médiatisation des violences sexistes et l'orientation des politiques publiques se focalisent sur les violences de rue, par des inconnus. Mais les agresseurs ce ne sont pas toujours les autres !

Le seul fruit de cette focalisation sur les violences de rue c'est l'accroissement du sentiment d'insécurité si cher à l'extrême droite. Promouvoir ainsi la répression comme

méthode de lutte et ne donner comme solution que plus de surveillance, plus de caméras et plus de flics dans nos rues est la porte ouverte à plus de discriminations envers les hommes racisés et de classe populaire. La création d'un Centre de Rétention Administrative à Nantes définit également les exilés comme auteurs de violences. Non seulement ces mesures sont racistes, mais elles sont inutiles. C'est un tour de passe-passe qui détourne l'attention des vrais auteurs de violences. Violences qui, rappelons le, sont commises à 95% par des personnes connues de leurs victimes !

Malgré ces constats, nous devons continuer à lutter ensemble. Car des avancées existent, à l'échelle locale et nationale. Au sein de cet intercollectif féministe, au nom duquel nous parlons, nous avons réussi à lancer une dynamique collective, qui nous apporte confiance, force et détermination. Aujourd'hui, ce groupe est rejoint par de nouvelles associations et collectifs qui partagent nos valeurs. Et nous sommes fières de créer à l'échelle locale enthousiasme, énergie, mise en commun de connaissances et entraide. Ces dynamiques peuvent être aussi observées au niveau national. Les manifestations contre la réforme des retraites rassemblent chaque semaine des centaines de milliers de personnes ! Des slogans voire des cortèges féministes y font entendre leurs revendications. L'ampleur de cette mobilisation ne doit pas être sous-estimée.

Nous devons continuer, car les institutions font trop souvent la sourde oreille. En s'entêtant dans la réforme des retraites contre l'avis de toutes, mais aussi en vidant de leur substance des propositions allant dans le bon sens. Le 31 janvier, le Sénat a voté pour la constitutionnalisation du droit à l'IVG. Nous devrions nous réjouir de cette victoire arrachée après des mois de lutte. Au lieu de ça, la version du texte acceptée par le Sénat reconnaît seulement la liberté, et non plus le droit, des femmes d'avorter dans les conditions prévues par la loi. Vidé de son sens, ce texte ne garantit plus aucun accès effectif au droit, et exclut les personnes trans pourtant concernées. Nous demandons que ce texte soit adopté sous une formulation qui protège réellement ce droit pour toutes les personnes concernées par l'avortement !

Cela nous rappelle encore une fois la nécessité de lutter pour nos droits.

Si on s'arrête, tout s'arrête. Marchons sur le patriarcat !

Signataires :

La CLAC, FemRev, Nosig, Nous Toutes 44, Paloma, Le Planning Familial 44, Pour une MEUF, Reboo-T